



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la citoyenneté
et de la légalité**

A R R Ê T É

Bureau de la réglementation
et des élections

Arrêté de prescriptions complémentaires concernant les travaux de réaménagement de l'installation de stockage de déchets radioactifs et de résidus de traitement de minerais uranifères qu'elle détient sur le territoire de la commune d'Issy-l'Evêque

**Orano Mining
125 avenue de Paris
92320 CHATILLON**

**Exploitation :
Dépôt de BAUZOT
Lieu-dit « La Borne Pillot »
71800 ISSY-L'EVEQUE**

N° DCL-BRENV-2023-247-1

LE PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE
Chevalier de la légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du mérite

Vu le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier, ses titres I et II du livre II et son titre 1^{er} du livre V ;

Vu le décret n° 2005-636 du 30 mai 2005 relatif à l'organisation de l'administration dans le domaine de l'eau et aux missions du préfet coordonnateur de bassin,

Vu l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement,

Vu l'arrêté interministériel du 19 février 2007 modifié fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L.411-2 du code de l'environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvages protégées,

Vu l'arrêté ministériel du 23 avril 2007 fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection,

Vu l'arrêté ministériel du 23 avril 2007 fixant la liste des insectes protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection,

Vu l'arrêté du 19 novembre 2007 fixant les listes des amphibiens et des reptiles protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection,

Vu l'arrêté ministériel du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection,

Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 modifié relatif aux modalités de constitutions de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement,

Vu l'arrêté ministériel du 23 juin 2015 relatif aux installations mettant en œuvre des substances radioactives, déchets radioactifs ou résidus solides de minerai d'uranium, de thorium ou de radium soumises à autorisation au titre de la rubrique 1716, de la rubrique 1735 et de la rubrique 2797 de la nomenclature des installations classées,

Vu l'arrêté préfectoral n°97/2174/2-2 du 4 juillet 1997 fixant à la COGEMA des prescriptions techniques visant à garantir la protection de l'environnement au voisinage du dépôt de déchets industriels qu'elle a constitué sur le territoire de la commune d'Issy l'Evêque, "site de Bauzot",

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°11-01313 du 7 avril 2011 prescrivant à AREVA NC (ex COGEMA) la pose de 3 piézomètres et la remise d'études (caractérisation du stockage, mise à jour de l'étude hydrogéologique, étude de stabilité),

Vu l'arrêté préfectoral n° 2013053-0002 du 22 février 2013 portant répartition de compétences en matière de polices de l'eau et de la pêche dans le département de Saône-et-Loire ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2015 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Loire Bretagne ainsi que son programme pluriannuel,

Vu l'arrêté préfectoral du 3 août 2022 portant décision d'examen au cas par cas en application de l'article R. 122-3 du Code de l'environnement dispensant le projet d'évaluation environnementale,

Vu le dossier de porter à connaissance référencé P21_023_PAC-Bauzot_19-04-22-VF du 19 avril 2022 et ses compléments, notamment :

- la note complémentaire sur le drainage des eaux d'infiltration référencée BES-DT-003246-AMF-SET du 8 décembre 2022,

- le carnet de phasage de l'aménagement des talus (travaux préparatoires et travaux de couverture), Indice C du 30 janvier 2023,

relatif au projet de réaménagement de l'installation de stockage de déchets radioactifs et de résidus de traitement de minerais uranifères qu'elle détient sur le territoire de la commune d'Issy-l'Evêque ;

Vu l'avis technique du BRGM en date du 15 septembre 2022 sur l'étude de stabilité à long terme du stockage de Bauzot ;

Vu l'avis de l'IRSN en date du 5 janvier 2023 portant sur la surveillance environnementale du stockage du site de Bauzot ;

Vu la prise en compte par l'exploitant des observations formulées par l'agence régionale de santé ; le service biodiversité eau et patrimoine de la DREAL BFC, le service environnement de la direction départementale des territoires, dans son courrier référencé BES-CD-016427-AMF-SET du 03 février 2023 et son dossier complété ;

Vu le rapport et les propositions du 13 juillet 2023 de l'inspection des installations classées,

Vu le projet d'arrêté porté le 21 juillet 2023 à la connaissance du demandeur,

Vu les observations présentées par le demandeur sur ce projet par courrier du 11 août 2023,

Considérant que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R. 181-46, et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations,

Considérant que la recherche d'implantation alternative du chantier a été faite au regard de la topographie du site et des impacts environnementaux ; la solution retenue apparaît comme la moins impactante pour le milieu naturel,

Considérant que sur l'emprise du projet où sont projetés les travaux, les inventaires ont mis en évidence la présence avérée d'espèces animales protégées ;

Considérant que les travaux de réaménagement du stockage de déchets peuvent être menés sans nécessité de dérogation mentionnée au 4° de l'article L.411-2 du code de l'environnement, uniquement si les mesures que spécifie le présent arrêté permettent de garantir le respect des intérêts mentionnés à l'article L.411-1 du même code ;

Considérant que lors de la conception du projet, la séquence « éviter-réduire » a été intégrée et présentée dans le dossier de porter à connaissance permettant ainsi d'assurer une conception optimisée du projet comprenant toutes les mesures pertinentes d'évitement et de réduction des impacts ;

Considérant que l'évaluation des risques d'impact sur les espèces protégées et leurs habitats, présentée dans le dossier et ses compléments par la société ORANO Mining permet de conclure que le projet ne nuit pas au maintien, dans un état de conservation favorable des populations d'espèces protégées concernées, sous condition de la mise en application des mesures d'évitement et de réduction détaillées dans le présent arrêté ;

Considérant que les prescriptions du présent arrêté permettent de préserver les intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'environnement,

Considérant que les prescriptions du présent arrêté, permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau,

Considérant que le projet est compatible avec les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux Loire-Bretagne

Considérant que les conditions d'aménagement fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation doivent tenir compte de la qualité, de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants,

Considérant que les conditions d'aménagement et , telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement,

Considérant que les moyens et dispositions prévus par l'exploitant dans son dossier de porter à connaissance ainsi que la prise en compte des observations formulées par les services lors de leur consultation et des réponses faites, sont de nature à limiter l'impact du projet sur l'environnement,

Considérant que les modifications et travaux prévus ne sont pas substantiels,

Sur proposition de la madame la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire,

ARRÊTE

TITRE 1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1 - DOMAINE D'APPLICATION

ARTICLE 1.1.1. EXPLOITANT

La société Orano Mining, dont le siège social est 125 avenue de Paris – 92320 CHATILLON, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté préfectoral dans le cadre des travaux de réaménagement de l'installation de stockage de déchets radioactifs et de résidus de traitement de minerais uranifères qu'elle détient sur le territoire de la commune d'Issy-l'Évêque.

Ces prescriptions complémentaires complètent et modifient l'arrêté préfectoral d'autorisation du 4 juillet 1997 susvisé.

ARTICLE 1.1.2. OBJECTIFS

Les travaux ont pour objectif :

- une amélioration de la structure de la couverture du stockage, en mettant en place un système d'étanchéité multi-barrières au-dessus de la couverture existante, pour renforcer le confinement des déchets et la protection radiologique de l'environnement et de la population ;

- une stabilisation du dôme de stockage par l'adoucissement des pentes sur les flancs du stockage, avec déplacement des pieds de talus plus en aval vers l'extérieur par remblaiement, afin de garantir dans le temps le confinement des déchets et la protection radiologique de l'environnement et de la population ;
- la création d'un système efficace de gestion des eaux de ruissellement sur le long terme considérant la nouvelle géométrie du dôme :
 - intérieures permettant de récupérer les eaux de ruissellement sur le dôme de stockage et de s'assurer de l'absence de marquage avant de les rejeter dans le milieu naturel,
 - extérieures permettant d'intercepter les eaux de ruissellement en amont en limite de site pour les diriger vers l'aval et les rejeter dans le milieu naturel.
- La gestion in situ des produits et matériels radiologiquement marqués issus de la campagne de sondages de 2012, actuellement entreposés dans un conteneur, dans la dépression actuelle du dôme.

CHAPITRE 1.2 - LIEUX ET EMPRISE DES INSTALLATIONS

Les installations concernées sont situées sur la commune, lieux-dits et parcelles suivants (voir plan en annexe 1) :

Commune	Lieux-dits	Parcelles	Usage	Superficie concernée
		N°		m2
Issy- l'Evêque	Borne Pilot	49	Agricole	620
		50		63 970
		51		25 410
		52		8 188
		53	Installation ICPE	22 755
		54		1 211
		118	Agricole	760
		119		9 660
		Superficie totale de la zone de travaux		

CHAPITRE 1.3 - NATURE DES INSTALLATIONS

ARTICLE 1.3.1. CONSISTANCE DU CHANTIER DE RÉAMÉNAGEMENT

Le chantier comporte les installations et équipements suivants :

- une zone d'approvisionnement comprenant :
 - une base vie munie d'une aire de stationnement imperméabilisée et accueillant un ou plusieurs bungalows,
 - une installation de lavage de roues,
 - une zone d'apport des matériaux,
 - une zone d'entreposage des matériaux,
- le stockage ICPE à réaménager,
- des ouvrages de gestion des eaux,
- des pistes d'accès aux différentes zones.

Les plans de la zone d'approvisionnement figurent en annexe X du présent arrêté.

CHAPITRE 1.4 - PHASAGE

Les travaux de réaménagement du stockage de déchets comporte 4 phases successives, conformément aux dispositions contenues dans le dossier de porter à connaissance et conformément au tableau suivant :

Phase	Date prévisible de début de la phase	Durée prévisible	Description
1 – Aménagement de la base vie et des	Septembre 2023	2 mois	Busage du talweg et création de l'accès au site. Création des plateformes et du réseau de fossés

Phase	Date prévisible de début de la phase	Durée prévisible	Description
aires de stockage des matériaux			de collecte des eaux pluviales autour des zones de travaux
2 – Approvisionnement en matériaux	Novembre 2023	12 mois	Approvisionnement du chantier par camions bennes bâchés ou semi-bâchés au rythme de 32 voyages par jour
3 – réaménagement du stockage	Septembre 2024	12 mois	Création de la tranchée drainante et des fossés de collecte des eaux extérieures Condamnation de la canalisation de diamètre 200 mm existante Défrichage de la zone de stockage Décapage sous le futur remblai du talus nord du stockage Création des ouvrages de gestion des eaux intérieures dont le bassin de collecte des eaux de ruissellement Comblement des piézomètres BAU PZM 2 ET BAU PZM 3 et des sondages situés dans l'emprise des travaux Implantation des piézomètres BAU PZM2B, BAU PZM3B, BAU PZM5 et BAU PZM6 Création, à l'avancement, d'ouvrages hydrauliques provisoires raccordés aux ouvrages hydrauliques des eaux intérieurs Implantation de BAU PZP1 dans le stockage
4 – Remise en état	Mi septembre 2025	3 mois et 15 j	Suppression des pistes de chantier et de la base vie Dépose de la buse de diamètre 800 mm en traversée de la voie d'accès au chantier Création de la piste définitive d'accès aux piézomètres Régilage des terres de décapage et de la terre végétale sur les pistes de chantier, les aires de stockage et végétalisation de ces zones. Plantation de bosquets d'espèces de feuillus rencontrés localement en pied de talus du stockage et en périphérie du bassin Plantation d'arbres pour masquer le dôme depuis la route départementale.

ARTICLE 1.4.1. RUBRIQUES DE LA NOMENCLATURE « EAU » (ARTICLE R.214-1 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT)

Les installations, ouvrages, travaux et aménagements (IOTA) visés à la nomenclature « eau » sont « intrinsèques » à l'existence de l'installation stockage de déchets (rejets, forage) et sont réglementées par le présent arrêté, les arrêtés préfectoraux réglementant le stockage et les arrêtés de prescriptions générales ICPE s'appliquant au site.

ARTICLE 1.4.2. INSTALLATIONS NON VISÉES PAR LA NOMENCLATURE OU SOUMISES À DÉCLARATION ET À ENREGISTREMENT

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration et à enregistrement sont applicables aux installations concernées incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

CHAPITRE 1.5 - CONFORMITÉ AU DOSSIER DE PORTER À CONNAISSANCE ET SES COMPLÉMENTS

Les dispositions de l'article 7 de l'arrêté préfectoral n°97/2174/2-2 du 4 juillet 1997 sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes.

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.

CHAPITRE 1.6 - MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ

ARTICLE 1.6.1. PORTER À CONNAISSANCE

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

ARTICLE 1.6.2. ÉQUIPEMENTS ABANDONNÉS

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates de réalisation du chantier, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

CHAPITRE 1.7 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément aux articles L.181-17 et R.181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il ne peut être déféré qu'au tribunal administratif de Dijon :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié.

2° Par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la dernière formalité suivante accomplie :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 du code de l'environnement ;
- b) La publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

CHAPITRE 1.8 - TEXTES APPLICABLES

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent et notamment les textes cités ci-dessous :

Dates	Textes
23/01/97	Arrêté relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations

Dates	Textes
	classées pour la protection de l'environnement
04/10/10	Arrêté relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
23/06/15	Arrêté du 23 juin 2015 relatif aux installations mettant en œuvre des substances radioactives, déchets radioactifs ou résidus solides de minerai d'uranium, de thorium ou de radium soumises à autorisation au titre de la rubrique 1716, de la rubrique 1735 et de la rubrique 2797 de la nomenclature des installations classées
31/05/21	Arrêté fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-43-1 du code de l'environnement

CHAPITRE 1.9 - RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail, le code du patrimoine et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

TITRE 2 – GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

CHAPITRE 2.1 - GESTION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 2.1.1. OBJECTIFS GÉNÉRAUX

Pour les travaux et les opérations de réaménagement du site objets du présent arrêté, l'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour :

- utiliser de façon efficace, économe et durable de la ressource en eau, notamment par le développement de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable ;
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes définies ci-après ;
- préserver la qualité des eaux superficielles et souterraines, ainsi que limiter les incidences de l'activité sur leur écoulement,
- gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, et réduire les quantités rejetées
- garantir la sécurité du public et du personnel et la salubrité des lieux,
- prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales de chantier, les situations transitoires et dégradées, depuis le début du chantier jusqu'à la fin du réaménagement du stockage et la remise en état des terrains d'emprise du chantier.

ARTICLE 2.1.2. ORGANISATION DU CHANTIER

Une cellule de coordination et de programmation de chantier est mise en place pour optimiser l'organisation technique du chantier et prendre en compte les contraintes environnementales. Cette cellule est composée d'un représentant du maître d'ouvrage, des représentants des entreprises coordonnant les travaux et de personnes spécialisées dans la prise en compte des problèmes sanitaires, sécuritaires et environnementaux.

La cellule de coordination assure l'élaboration des cahiers des charges, la liaison avec les entreprises de travaux, les relations avec les habitants et le contrôle de la bonne application des mesures environnementales.

Un plan de gestion environnemental est mis en place avant le démarrage des travaux. Il comprend a minima, la mise en place des mesures prévues par le présent arrêté et le dossier de porter à connaissance qui devront être observées sur le chantier.

ARTICLE 2.1.3. CONSIGNES DE TRAVAIL

L'exploitant établit des consignes comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions normales de chantier, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 2.1.4. SURVEILLANCE

Le chantier doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et formée en conséquence.

ARTICLE 2.1.5. PÉRIODE DE FONCTIONNEMENT

Les travaux objets du présent arrêté ne sont autorisés que de 7 h à 19 h, et en dehors des samedis, dimanches et jours fériés.

L'approvisionnement en matériaux lors de la phase 2 n'est autorisé que de 7 h à 18 h.

CHAPITRE 2.2 - DEMANDES DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

L'inspection des installations classées pourra demander à tout moment la réalisation de prélèvements et d'analyses d'effluents liquides ou gazeux ou de déchets ainsi que l'exécution de mesures sonores des activités. Ils seront réalisés par un organisme tiers qu'elle aura choisi à cet effet ou soumis à son approbation s'il n'est pas agréé, dans le but de vérifier en présence de l'inspection des installations classées en cas de contrôle inopiné le respect d'un texte réglementaire pris en application de la législation des installations classées. Les frais occasionnés seront à la charge de l'exploitant.

CHAPITRE 2.3 - AMÉNAGEMENTS PRÉLIMINAIRES

ARTICLE 2.3.1. INFORMATION DES TIERS

Avant le début des travaux, l'exploitant est tenu de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux indiquant, en caractères apparents, son identité, la référence du présent arrêté, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan des travaux peut être consulté.

ARTICLE 2.3.2. BORNAGE

Préalablement au début des travaux, l'exploitant est tenu de placer :

- des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de la zone des travaux,
- le cas échéant, des bornes de nivellement.

Le procès-verbal de bornage est joint au dossier préalable aux travaux défini à l'article 2.3.6.

Ces bornes devront toujours être dégagées et demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux de réaménagement.

ARTICLE 2.3.3. CLÔTURES ET BARRIÈRES

L'accès à la zone de travaux doit être interdit par une clôture solide et efficace (ou tout autre dispositif équivalent), entretenue pendant toute la durée des travaux. Ce dispositif est interrompu au niveau des chemins d'accès au site et remplacé par un système formant barrage mobile maintenu fermé en dehors des heures d'ouverture du chantier.

Le danger et l'interdiction aux tiers de pénétrer sur le chantier doivent être signalés par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées. Des panneaux « chantier interdit au public » sont mis en place sur les voies d'accès.

Durant les heures d'activité, l'accès au site est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, l'accès est interdit.

Les retenues d'eau présentes dans le périmètre du chantier sont clôturées et munies de panneaux signalant leur caractère dangereux (risque de noyade). Des moyens de secours adaptés (bouée, ligne de vie...) sont disponibles à proximité.

ARTICLE 2.3.4. ACCÈS À LA VOIRIE

Le débouché des voies de desserte du chantier sur la voirie publique doit être signalé et ne pas créer de risque pour la sécurité publique. Il doit être convenablement empierré ou stabilisé sur une largeur suffisante pour éviter la détérioration de la voie empruntée. Ces travaux ne doivent pas gêner l'écoulement des eaux et ne pas modifier les profils en long et en travers de la chaussée et de l'accotement.

Les aménagements des accès à la voirie publique se font en accord entre les services compétents et l'exploitant. Ce dernier prend en charge les travaux nécessaires.

ARTICLE 2.3.5. MESURES SPÉCIFIQUES LIÉES À LA PRÉSERVATION DES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX

Un balisage préventif et la mise en défens

- des zones humides,
- la zone de présence de la Montie des fontaines localisée dans la noue (zone humide),
- des deux stations de Trèfles souterrains,
- des deux stations d'Arabette glabre,
- des zones où sont déplacés les pieds d'Arabette glabre,
- les arbres à gîtes des chiroptères et de la Lucane cerf-volant,

sont réalisés avant le démarrage des travaux, conformément au plan « Synthèse des enjeux » de l'annexe 5.

Le déplacement des pieds d'Arabette glabre doit intervenir au printemps pendant la phase 2. Le protocole de déplacement des pieds d'Arabette glabre et la localisation du site de replantation doivent avoir été préalablement validés par le Conservatoire Botanique National (CBN) du Bassin Parisien – Délégation Bourgogne.

Une barrière anti-amphibiens sera posée en périphérie de la zone des travaux selon les recommandations de l'écologue chargé du suivi des travaux. Son implantation devra assurer le maintien de la circulation des individus entre leurs sites de reproduction et leurs sites de repos et d'hivernage.

ARTICLE 2.3.6. DOSSIER PRÉALABLE AU DÉMARRAGE DES TRAVAUX

Préalablement au démarrage des travaux, l'exploitant est tenu d'adresser à l'inspection des installations classées les documents attestant de l'exécution des mesures prévues au chapitre 2.3 du présent arrêté.

L'exploitant notifie au préfet et au maire de la commune concernée le démarrage des travaux et en adresse une copie à l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 2.4 - CONDUITE DES TRAVAUX

ARTICLE 2.4.1. DÉBOISEMENT, DÉFRICHAGE

Les défrichements, abattages et élagages devront intervenir en période de moindre sensibilité des espèces, c'est-à-dire entre le 1^{er} septembre et le 31 octobre.

Les souches seront laissées en place et traitées de façon à ralentir leur décomposition.

ARTICLE 2.4.2. DÉCAPAGE DES TERRAINS

Les travaux de décapage seront réalisés entre le 1^{er} septembre et le 31 octobre, conformément aux mesures de réduction d'impact de l'article 9.1.2 de ce présent arrêté.

Le décapage est effectué de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux terres de découverte. L'horizon humifère et les terres de découverte sont stockés séparément et réutilisés pour la remise en état des lieux et l'aménagement du stockage. Le dépôt des horizons humifères ne doit pas avoir une hauteur supérieure à 3 m afin qu'ils conservent leurs qualités agronomiques.

ARTICLE 2.4.3. PATRIMOINE ARCHÉOLOGIQUE

Article 2.4.3.1. Déclaration

En application de l'article L 531-14 du Code du patrimoine, l'exploitant doit signaler sans délai au service régional d'archéologie (39 rue vannerie – 2100 DIJON) toute découverte archéologique faite fortuitement lors des travaux et prend toutes les mesures nécessaires à la conservation des vestiges mis à jour jusqu'à l'arrivée d'un archéologue mandaté par le service régional d'archéologie.

ARTICLE 2.4.4. RÉAMÉNAGEMENT DU STOCKAGE DE DÉCHETS

Les dispositions de l'article 12.1 de l'arrêté préfectoral n°97/2174/2-2 du 4 juillet 1997 susvisé relatives à la couverture du dépôt sont abrogées.

Les travaux sont conduits conformément au dossier de porter à connaissance P21_023 du 19 avril 2022, ses compléments :

- la note complémentaire sur le drainage des eaux d'infiltration référencée BES-DT-003246-AMF-SET du 8 décembre 2022,
- le carnet de phasage de l'aménagement des talus (travaux préparatoires et travaux de couverture), Indice C du 30 janvier 2023,

et les plans des travaux annexés au présent arrêté.

La structure de la couverture du dôme de stockage sera une structure multi-couches, composée de bas en haut :

- une couche de modelage d'une épaisseur de 1,50 m sur les talus et de 0,50 m sur le haut du dôme, constituée :
 - d'une première couche de 20 à 30 cm qui viendra recouvrir les souches après abattage des arbres et débroussaillage,
 - d'une deuxième couche de 20 cm à 1,20 m qui viendra donner une « forme plus régulière » aux talus,
- sur les talus, un géosynthétique bentonitique (GSB) d'épaisseur 6 mm et de masse surfacique 5 kg/m², constituée de bentonite naturelle entre deux couches de géosynthétiques, assurant un rôle d'étanchéité, posé sur des gradins successifs d'1 m d'épaisseur et encagé dans la couche de modelage,
- sur la partie sommitale, une géomembrane texturée, d'épaisseur supérieure à 1 mm,
- une couche d'étanchéité d'1 m d'épaisseur en argile de perméabilité $K \leq 10^{-9}$ m/s, sur la totalité du dôme,
- une couche supérieure de matériaux de recouvrement / protection de granulométrie 0/200 mm , d'1 m d'épaisseur minimum, dont 0,30 m de terre végétalisable, et qui comportera des tranchées drainantes conformément à l'annexe 3,

A l'issue des travaux de réaménagement, les talus du stockage ne présenteront pas de pente supérieure à 3,1H/1V.

Aucun déplacement de produits actuellement stockés, en particulier les déchets et résidus miniers ne sera réalisé dans le cadre du réaménagement du stockage.

La nouvelle couverture et les remblais de talutage sont mis en œuvre au-dessus de la couverture et des talus actuels sans les détériorer. Aucun déchet ne doit être mis à nu lors des travaux.

Les produits et matériels radiologiquement marqués issus de la campagne de sondages de 2012, actuellement entreposés dans un conteneur, seront stockés dans la dépression actuelle du dôme et inclus sous la couverture décrite précédemment.

Article 2.4.4.1. Contrôle

L'exploitant spécifie le programme d'échantillonnage et d'analyse nécessaire à la vérification de la couche d'argile de couverture. Ce programme spécifie le tiers indépendant de l'exploitant sollicité pour la détermination du coefficient de perméabilité de matériaux rapportés, et décrit explicitement les méthodes de contrôle prévues. L'exploitant transmet ce programme à l'inspection des installations classées pour avis, a minima trois mois avant l'engagement de travaux. En cas de modification du programme d'échantillonnage et d'analyse, l'exploitant transmet le programme modifié à l'inspection des installations classées pour avis, a minima un mois avant l'engagement de travaux.

Le programme d'échantillonnage et d'analyse est réalisé selon les normes en vigueur.

Les résultats des contrôles réalisés conformément aux dispositions des deux alinéas précédents par un organisme tiers de l'exploitant sont transmis au préfet avant mise en place des matériaux de recouvrement. Ils sont comparés aux objectifs de dimensionnement retenus par l'exploitant et sont accompagnés des commentaires nécessaires à leur interprétation.

Pour le contrôle de la pose de la géomembrane et du GSB, l'exploitant fait appel à un organisme tiers indépendant de l'exploitant. Il s'assure que les matériaux mis en place ne présentent pas de défaut avant leur installation sur le site et procède à leur contrôle après leur positionnement.

Une inspection visuelle de la géomembrane et du GSB est réalisée.

Les contrôles précités sont réalisés par un organisme tiers. L'exploitant met en place une procédure de réception des travaux d'étanchéité. Les résultats des contrôles sont conservés sur le site et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 2.5 - REMISE EN ÉTAT DU SITE

ARTICLE 2.5.1. GÉNÉRALITÉS

L'exploitant est tenu de nettoyer et remettre en état l'ensemble des lieux affectés par les travaux et les installations de toute nature inhérents au chantier.

Le site doit être libéré, en fin de chantier, de tous les matériels, stockages et installations mis en place durant les travaux de réaménagement.

Aucun dépôt ou épave ne doit subsister sur le site.

La remise en état du site est réalisée conformément aux dispositions au dossier de porter à connaissance et ses compléments qui ne sont pas contraires au présent arrêté.

ARTICLE 2.5.2. REMISE EN ÉTAT

Article 2.5.2.1. Principes

L'exploitant est tenu de remettre en état les terrains affectés par les travaux compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant dans l'année suivant la fin des travaux de réaménagement.

Le phasage de la remise en état et l'état final des lieux affectés par les travaux doivent correspondre aux dispositions du dossier de porter à connaissance et ses compléments.

Article 2.5.2.2. Modalités de remise en état

Un plan de l'état final attendu est en annexe 3.

La remise en état doit respecter l'article 9 du présent arrêté.

Elle comporte notamment la mise en œuvre des mesures suivantes :

- le régalage des terres de découverte et de la terre végétale sur les zones décapées au début des travaux pour implanter la base vie et la zone de stockage des matériaux,
- la revégétalisation avec des essences présentes localement, (sous forme de haies et bosquets),
- la plantation de bosquets en périphérie du stockage.

ARTICLE 2.5.3. RAPPORT DE FIN DE TRAVAUX

Le réaménagement de l'installation de stockage de déchets radioactifs et de résidus de traitement de minerais uranifères doit faire l'objet d'un rapport de fin travaux présentant notamment un mémoire descriptif des travaux réalisés, les mesures prises pour garantir le respect des dispositions du présent arrêté, le plan topographique après travaux de l'ensemble des zones des travaux, y compris de la zone d'approvisionnement et une cartographie du débit d'équivalent de dose à 1 m du sol couvrant toute la surface du stockage à maille de 5mX5m.

Ce rapport est adressé au préfet dans les 4 mois suivant la fin du chantier.

CHAPITRE 2.6 - RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES

ARTICLE 2.6.1. RÉSERVES DE PRODUITS

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement (produits absorbants...).

CHAPITRE 2.7 - INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE

ARTICLE 2.7.1. PROPRETÉ

L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté. Les bâtiments et installations sont entretenus en permanence.

ARTICLE 2.7.2. ESTHÉTIQUE

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer les installations dans le paysage.

CHAPITRE 2.8 - DANGER OU NUISANCES NON PRÉVENUS

Tout danger ou nuisances non susceptibles d'être prévenus par les prescriptions du présent arrêté sont immédiatement portés à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

CHAPITRE 2.9 - INCIDENTS OU ACCIDENTS

ARTICLE 2.9.1. DÉCLARATION ET RAPPORT

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 2.10 - RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de porter à connaissance initial et ses modifications éventuelles,
- les plans tenus à jour,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté.
-

Documents
Consignes de travail et de sécurité
Rapports de mesures des poussières dans l'environnement
Registre des consommations d'eau du réseau public
Résultats des vérifications des disconnecteurs
Plan des réseaux des effluents liquides
Justificatifs d'entretien des séparateurs hydrocarbures
Bordereaux de suivi des déchets dangereux + Liste des transporteurs utilisés
Registre chronologique de production et d'expédition des déchets
Inventaire des substances dangereuses - Fiches de données de sécurité des produits chimiques
Contrôle de la pose du GSB et de la géomembrane
Registre de vérification des moyens de lutte contre l'incendie
Résultats d'analyses des rejets aqueux
Résultats des mesures des niveaux sonores
Bilan des mesures de retombées de poussières dans l'environnement

Ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées durant 5 années au minimum.

CHAPITRE 2.11 - RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS À TRANSMETTRE

L'exploitant doit transmettre les documents suivants :

Article	Document (se référer à l'article correspondant)	Périodicité / Échéance	Destinataire
1.6.1	Modification des installations	Avant la modification	Préfet
2.5.3	Rapport de fin de travaux	4 mois suivant la fin du chantier	Préfet
2.3.6	Dossier préalable au démarrage des travaux	Avant le début de l'exploitation	Préfet
2.4.4.1	Programme d'échantillonnage et d'analyse de la couche d'argile	3 mois avant l'engagement des travaux	Inspection des Installations Classées
2.4.3	Patrimoine archéologique	En cas de découverte fortuite de vestiges archéologiques	Service Régional d'Archéologie
2.9.1	Déclaration des accidents et incidents	Déclaration dans les meilleurs délais Rapport dans les 15 j suivant l'évènement	Inspection des Installations Classées
9.1	Compte-rendu de suivis des mesures d'évitement, de réduction et de suivis	Dans les 4 mois suivant la fin de la phase 1	DREAL-BFC- Service Biodiversité Eau Patrimoine

TITRE 3 – PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

CHAPITRE 3.1 - CONCEPTION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 3.1.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Toutes les dispositions nécessaires sont prises par l'exploitant pour que les travaux ne soient pas à l'origine d'émissions de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publique et à l'environnement, et ce même en période d'inactivité.

Le brûlage à l'air libre est interdit.

ARTICLE 3.1.2. POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique.

ARTICLE 3.1.3. ODEURS

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

ARTICLE 3.1.4. VOIES DE CIRCULATION

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées,
- la vitesse de circulation des camions et engins est limitée à 10 km/h,
- les véhicules sont conformes aux normes réglementaires de construction,
- les chemins et voies d'accès sont régulièrement entretenus,
- les voies de circulation sont aspergées en tant que de besoin, sauf si la commune est couverte par un arrêté préfectoral relatif à la sécheresse,
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussières ou de boues sur les voies de circulation ; pour cela le lavage des roues des véhicules est assuré en cas de besoin,

ARTICLE 3.1.5. ÉMISSIONS DIFFUSES ET ENVOLS DE POUSSIÈRES

L'exploitant doit prendre des dispositions pour éviter l'émission et la propagation des poussières. Notamment, la zone de déchargement des matériaux est aspergée. Les stocks de matériaux sont aspergés en tant que de besoin.

TITRE 4 – PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

CHAPITRE 4.1 - ORIGINES, PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

La consommation d'eau du réseau public est destinée :

- aux locaux administratifs et sanitaires,
- à l'arrosage des pistes et des stocks,
- à l'abattage des poussières au niveau de la zone de déchargement des matériaux.

L'installation de prélèvement d'eau sur le réseau public est munie d'un dispositif de mesure totalisateur agréé. Le relevé est effectué mensuellement et les résultats sont inscrits sur un registre. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées le registre des consommations d'eau.

L'ouvrage de raccordement sur le réseau public est équipé d'un disconnecteur dont le fonctionnement est vérifié par une société agréée. Les résultats des contrôles sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'utilisation de l'eau doit être limitée par des systèmes qui en favorisent l'économie.

CHAPITRE 4.2 - COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES

ARTICLE 4.2.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu au présent chapitre et au 4.3 ou non conforme à leurs dispositions est interdit.

À l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

Les ouvrages de collectes et de traitement des eaux de ruissellement sont réalisés et disposés conformément aux plans et coupes des annexes 3 et 4 du présent arrêté.

ARTICLE 4.2.2. PLAN DES RÉSEAUX

Un plan de tous les réseaux est établi par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque phase des travaux, et daté. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux et de collecte doit notamment faire apparaître :

- les types d'effluents liquides,
- les secteurs collectés et les réseaux associés,
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...),
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

ARTICLE 4.2.3. ENTRETIEN ET SURVEILLANCE

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

ARTICLE 4.2.4. ENTRETIEN ET CONDUITE DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre.

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

Les eaux pluviales de ruissellement sont traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.

Les fiches de suivi du nettoyage des équipements, l'attestation de conformité à une éventuelle norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 4.3 - TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET AU MILIEU

ARTICLE 4.3.1. IDENTIFICATION DES EFFLUENTS

Les effluents rejetés dans le milieu naturel après traitement sont :

- les eaux usées sanitaires,
- les eaux de drainage (circuit extérieur)
- les eaux de ruissellement sur les aires étanches,
- les eaux de ruissellement sur les surfaces en travaux.

En annexe 4 figurent le schéma de gestion des eaux et des effluents et le plan des réseaux d'eaux du site

ARTICLE 4.3.2. EAUX SANITAIRES

Les eaux sanitaires sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur.

ARTICLE 4.3.3. EAUX DE RUISSELLEMENT SUR LES AIRES ÉTANCHES

Article 4.3.3.1. Aires étanches

Le lavage, le ravitaillement en carburants et le stationnement prolongé des camions et engins de chantier, sont réalisés sur des aires étanches, entourée par un caniveau (ou en pointe diamant) reliées à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Les eaux ainsi collectées doivent être traitées avant rejet, par un décanteur séparateur d'hydrocarbures.

Article 4.3.3.2. Entretien et vidange des séparateurs d'hydrocarbures

Les séparateurs d'hydrocarbures doivent être nettoyés, vidangés et contrôlés au moins une fois par an par une société agréée pour le transport et l'élimination des déchets. Ils doivent être vérifiés régulièrement par un personnel désigné par l'exploitant. L'exploitant doit être en mesure de justifier de cet entretien.

ARTICLE 4.3.4. EAUX DE RUISSELLEMENT SUR LES SURFACES EN TRAVAUX

Un réseau de dérivation (fossés périphériques et merlons) est mis en place afin d'empêcher les eaux de ruissellement sur les surfaces en travaux de rejoindre directement les zones humides et les cours d'eaux périphériques à l'emprise du chantier.

Pendant les phases 1 et 2, les eaux de ruissellement du stockage de déchets sont collectées et rejetées conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral n°97/2174/2-2 du 04 juillet 1997.

Les boues des bassins de décantation et des fossés sont curés autant que de besoin, contrôlées et éliminées dans une filière agréée en cas de pollution manifeste ou supposée.

ARTICLE 4.3.5. POINTS DE REJETS DANS LE MILIEU NATUREL

Les réseaux de collecte des effluents issues des zones de travaux aboutissent aux points de rejet externes qui présentent les caractéristiques suivantes :

Point de rejet vers le milieu récepteur	N°1 BZT BAS	N°2 Puisard BV	N°3 BTZ RU EXT
Nature des effluents	Exutoire du bassin de collecte des eaux de ruissellement issues du stockage (eaux intérieures)	Eaux pluviales de ruissellement de la zone d'approvisionnement (base vie et zone de stockage des matériaux)	Exutoire des eaux pluviales de ruissellement extérieures et de drainage
Exutoire du rejet	Étang de Bauzot	Zone humide située au nord de la zone des travaux	Étang de Bauzot
Traitement avant rejet	Décantation dans un bassin dédié pour les eaux intérieures d'au moins 1 434 m ³	Filtration (bottes de paille au autre dispositif) pour les surfaces en travaux Décanteur-déshuileur pour l'aire étanche	-

En annexe 6 figurent la localisation des points de mesures.

ARTICLE 4.3.6. VALEURS LIMITES DE REJET DES EAUX RÉSIDUAIRES DANS LE MILIEU NATUREL

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux dans le milieu naturel, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies :

Paramètre	Valeur limites de rejet (mg/l)
MES (sandre : 1305)	35
DCO (sandre : 1314)	125
HCT (sandre : 7009)	10

Paramètre radiologique	Valeur limites de rejet
U soluble en µg/l	10
²²⁶ Ra soluble en Bq/l	0,045

S'agissant d'un rejet discontinu, les valeurs limites sont respectées pour tout échantillon moyen prélevé sur la durée du rejet ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

Ces eaux doivent par ailleurs avoir un pH compris entre 5,5 et 8,5.

Les émissaires conservés à l'issue des travaux sont conçus pour permettre la mesure du débit et la mise en place d'un dispositif de prélèvement.

Le débit de fuite maximal des eaux pluviales vers le milieu naturel est de 3 l/s/ha, soit 23,7 m3/h.

CHAPITRE 4.4 - ADAPTATION DES PRESCRIPTIONS SUR LES REJETS EN CAS DE SÉCHERESSE

L'exploitant doit mettre en œuvre des dispositions au moins temporaires de réduction des prélèvements d'eau et limiter au maximum les consommations. Il doit être en mesure de démontrer que les besoins ont été réduits au minimum par des mesures et techniques les plus adaptés. Un document spécifique comportant les justificatifs utiles est tenu à disposition en cas de contrôle.

TITRE 5 – DÉCHETS

CHAPITRE 5.1 - PRINCIPES DE GESTION DES DÉCHETS

ARTICLE 5.1.1. LIMITATION DE LA PRODUCTION DE DÉCHETS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise et en limiter la production, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles.

ARTICLE 5.1.2. SÉPARATION DES DÉCHETS

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.

Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du code de l'environnement

Les déchets d'emballage visés par les articles R. 543-66 à R. 543-72 du code de l'environnement sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.

Les huiles usagées doivent être éliminées conformément aux articles R. 543-3 à R. 543-15 du code de l'environnement et R 543-40 du code de l'environnement portant réglementation de la récupération des huiles usagées et ses textes d'application (arrêté ministériel du 28 janvier 1999). Elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB. Elles doivent être remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations d'élimination).

Les piles et accumulateurs usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions des articles R. 543-127 à R. 543-135 du code de l'environnement relatifs à l'élimination des piles et accumulateurs usagés.

Les pneumatiques usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions des articles R. 543-137 à R. 543-151 du code de l'environnement; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants

d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.

Les déchets d'équipements électriques et électroniques sont enlevés et traités selon les dispositions des articles R. 543-196 à R. 543-201 du code de l'environnement.

ARTICLE 5.1.3. CONCEPTION ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS INTERNES DE TRANSIT DES DÉCHETS

Les déchets produits lors des travaux, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

ARTICLE 5.1.4. DÉCHETS ÉLIMINÉS À L'EXTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT

L'exploitant fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations destinataires (installations de traitement ou intermédiaires) sont régulièrement autorisées ou déclarées à cet effet au titre de la législation sur les installations classées.

ARTICLE 5.1.5. DÉCHETS TRAITÉS OU ÉLIMINÉS À L'INTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT

Seules les matières végétales issues du défrichage et de l'élagage des végétaux nécessaires au réaménagement peuvent être broyées sur place et utilisées dans le cadre de la remise en état du site.

ARTICLE 5.1.6. REGISTRE

L'exploitant tient à jour un registre de production et d'expédition des déchets conformément à l'arrêté ministériel du 31 mai 2021.

Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et il est tenu à la disposition du service chargé de l'Inspection des Installations Classées.

TITRE 6 – PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

CHAPITRE 6.1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 6.1.1. AMÉNAGEMENTS

Les travaux de réaménagement du stockage sont menés de façon qu'ils ne puissent être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires pour réduire à la source les émissions sonores liées aux activités et respecter les valeurs admissibles précisées aux articles 6.2.1 et 6.2.2 ci-dessous.

ARTICLE 6.1.2. VÉHICULES ET ENGIN

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier doivent répondre aux dispositions des articles R. 571-1 à R. 571-24 du code de l'environnement).

ARTICLE 6.1.3. APPAREILS DE COMMUNICATION

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

CHAPITRE 6.2 - NIVEAUX ACOUSTIQUES

ARTICLE 6.2.1. VALEURS LIMITES D'ÉMERGENCE

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible de 07 h à 19 h du lundi au vendredi et hors jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-dessus, dans les zones à émergence réglementée.

Les zones à émergence réglementée se situent au niveau des habitations les plus proches des hameaux environnants suivants :

- au Sud et à l'Est : La Borne Pillot
- au Nord : La Verchère

ARTICLE 6.2.2. NIVEAUX LIMITES DE BRUIT

Les niveaux de bruit ne doivent pas dépasser en limite du périmètre autorisé les valeurs suivantes pendant la période de travail :

Périodes	De 07 h à 19 h du lundi au vendredi et hors jours fériés
Niveau sonore limite admissible en limite d'emprise	70 dB(A)

CHAPITRE 6.3 - VIBRATIONS

Les prescriptions de la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables.

TITRE 7 – PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

CHAPITRE 7.1 - PRINCIPES DIRECTEURS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales de travail, les situations transitoires et dégradées, pendant toute la durée du chantier

Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

CHAPITRE 7.2 - CARACTÉRISATION DES RISQUES

ARTICLE 7.2.1. INVENTAIRE DES SUBSTANCES OU PRÉPARATIONS DANGEREUSES PRÉSENTES DANS L'ÉTABLISSEMENT

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R. 231-53 du code du travail. Les incompatibilités entre les substances et préparations, ainsi que les risques particuliers pouvant découler de leur mise en œuvre

dans les installations considérées sont précisés dans ces documents. La conception et l'exploitation des installations en tiennent compte.

CHAPITRE 7.3 - ACCÈS ET CIRCULATION DANS L'ÉTABLISSEMENT

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.

ARTICLE 7.3.1. CONTRÔLE DES ACCÈS

Durant les heures d'activité, l'accès au site est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.

ARTICLE 7.3.2. ACCÈS À LA VOIRIE PUBLIQUE

L'accès à la voirie publique doit être aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique.

ARTICLE 7.3.3. INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES – MISE À LA TERRE

Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.

La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art.

Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.

Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

CHAPITRE 7.4 - PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

ARTICLE 7.4.1. ORGANISATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt du chantier, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions de chantier.

Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 7.4.2. ÉTIQUETAGE DES SUBSTANCES ET PRÉPARATIONS DANGEREUSES

Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

À proximité des aires permanentes de stockage de produits dangereux en récipients mobiles, les symboles de danger ou les codes correspondants aux produits doivent être indiqués de façon très lisible.

ARTICLE 7.4.3. RÉTENTIONS

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ».

Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ;
- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

Les capacités de rétention ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

ARTICLE 7.4.4. RÈGLES DE GESTION DES STOCKAGES EN RÉTENTION

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. Les rétentions sont protégées des intempéries.

ARTICLE 7.4.5. TRANSPORTS – CHARGEMENTS – DÉCHARGEMENTS

Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de déchargement.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Durant la réalisation des travaux, chaque engin travaillant dans le périmètre du site sera dédié au chantier. Lors de la phase 3, dans le cas où un engin doit quitter le chantier, il sera lavé puis un contrôle de non-contamination surfacique sera réalisé pour vérifier l'absence de contamination radioactive.

ARTICLE 7.4.6. KIT DE PREMIÈRE INTERVENTION

Des kits de première intervention sont disponibles sur le site en cas de pollution accidentelle par les hydrocarbures.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.

Dans le cas d'un déversement accidentel d'hydrocarbures, les terres souillées sont immédiatement excavées et évacuées vers un centre de traitement agréé.

ARTICLE 7.4.7. ISOLEMENT

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris, les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des cours d'eau ou du milieu naturel.

CHAPITRE 7.5 - MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS

ARTICLE 7.5.1. DÉFINITION GÉNÉRALE DES MOYENS

L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci.

ARTICLE 7.5.2. ENTRETIEN DES MOYENS D'INTERVENTION

Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles et vérifiés au moins une fois par an.

L'exploitant doit pouvoir justifier auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 7.5.3. CONSIGNES DE SÉCURITÉ

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

En particulier, les interdictions de fumer et de pénétrer avec une flamme nue dans les secteurs présentant des risques particuliers d'explosion et d'incendie sont affichées de manière visible.

ARTICLE 7.5.4. CONSIGNES GÉNÉRALES D'INTERVENTION

Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant aura communiqué un exemplaire. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.

Une consigne spécifique définit les moyens et la conduite à tenir en cas de mise à nu du fûts ou de déchets du stockage.

Une personne désignée assure l'accueil et le guidage des moyens sapeurs-pompiers sur le site pendant la durée de l'intervention.

TITRE 8 – SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS

CHAPITRE 8.1 - PROGRAMME DE SURVEILLANCE

ARTICLE 8.1.1. PRINCIPE ET OBJECTIFS DU PROGRAMME DE SURVEILLANCE

Afin de maîtriser les émissions des travaux de réaménagement du stockage et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance des émissions et de leurs effets. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

L'annexe 6 définit le contenu minimum de ce programme en termes de nature de mesures, de paramètres et de fréquences pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement.

Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes de mesure (prélèvement et analyse) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les méthodes précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, publié au Journal officiel, sont réputées satisfaire à cette exigence.

Pour les polluants ne faisant l'objet d'aucune méthode de référence, la procédure retenue, pour le prélèvement notamment, permet une représentation statistique de l'évolution du paramètre.

Pour les radioéléments, les mesurages effectués dans l'environnement sont réalisés par l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire ou par un service, un organisme ou un laboratoire, agréé par l'Autorité de sûreté nucléaire ou accrédité au titre de l'article R. 4451-65 du code du travail

Pendant la durée du chantier de réaménagement, le programme de surveillance des rejets aqueux, des eaux de surface et des eaux souterraines se substitue à celui prévu aux articles 14.2 de l'arrêté préfectoral n°97/2174/2-2 du 4 juillet 1997.

ARTICLE 8.1.2. REPRÉSENTATIVITÉ ET CONTRÔLE

Les mesures effectuées sous la responsabilité de l'exploitant doivent être représentatives du fonctionnement des installations surveillées.

Ces mesures sont réalisées sans préjudice des mesures de contrôle réalisées par l'inspection des installations classées en application des dispositions des articles L. 171-1 à L. 171-6 et L. 514-8 du code de l'environnement.

Conformément à ces articles, l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol et réaliser des mesures de niveaux sonores et vibratoires. Les frais de prélèvement et d'analyse sont à la charge de l'exploitant.

CHAPITRE 8.2 - MODALITÉS D'EXERCICE ET CONTENU DE LA SURVEILLANCE

ARTICLE 8.2.1. SURVEILLANCE DES REJETS AQUEUX

Les analyses, effectuées sous sa responsabilité et à ses frais, doivent permettre de vérifier le respect des dispositions de l'article 4.3.6. Les résultats de ces analyses sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Les mesures sont réalisées par un laboratoire agréé ou accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation.

ARTICLE 8.2.2. SURVEILLANCE DES NIVEAUX SONORES

Une mesure de la situation acoustique est effectuée dans les 3 mois suivant la date de début des travaux, puis pendant la phase 3 de réaménagement du stockage.

Ces mesures sont effectuées par un organisme ou une personne qualifiée dans les conditions représentatives du chantier.

Les résultats de ces mesures sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Article 8.2.3. SURVEILLANCE DES RETOMBÉES DE POUSSIÈRES

Le chantier de réaménagement du stockage est soumis à la surveillance des émissions dans l'environnement selon le plan de surveillance annexé au présent arrêté qui est complété par les dispositions suivantes.

Article 8.2.3.1. Surveillance des retombées de poussières dans l'environnement

Le plan de surveillance comprend :

- au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par les travaux (a) ;
- une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premières habitations des hameaux les plus proches, et du maraîcher situé lieu-dit « La Borne Pillot », sous les vents dominants (b) ;
- une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (c).

Une première campagne de mesures est effectuée avant le début effectif des travaux.

Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois.

Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme NF X 43-014 (2017) dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires en matière de représentativité des échantillons prélevés, de justesse et de traçabilité des résultats.

Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m²/jour.

L'objectif à atteindre est de 500 mg/m²/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.

En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu ci-dessous, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.

La direction et la vitesse du vent, la température, et la pluviométrie sont enregistrées par une station de mesures sur le site avec une résolution horaire au minimum.

La station météorologique est installée, maintenue et utilisée selon les bonnes pratiques.

La mise en œuvre d'une station météorologique sur site peut être remplacée par l'abonnement à des données corrigées en fonction du relief, de l'environnement et de la distance issues de la station météo la plus représentative à proximité du site par un fournisseur de services météorologiques. Chaque année l'exploitant établit un bilan des mesures réalisées.

Ce bilan annuel reprend les valeurs mesurées. Elles sont commentées sur la base des valeurs limites, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution du chantier. Il est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 8.2.4. SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES

Les ouvrages sont implantés, réalisés et suivis conformément aux dispositions de l'arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain.

Lors de la réalisation d'un ouvrage de contrôle des eaux souterraines, toutes dispositions sont prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes, et pour prévenir toute introduction de pollution de surface, notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses. L'exploitant fait inscrire le (ou les) nouvel(eaux) ouvrage(s) de surveillance à la Banque du Sous-Sol, auprès du Service Géologique Régional du BRGM. Il recevra en retour les codes BSS des ouvrages, identifiants uniques de ceux-ci.

Les têtes de chaque ouvrage de surveillance sont nivelées en m NGF de manière à pouvoir tracer la carte piézométrique des eaux souterraines du site à chaque campagne. Les localisations de prise de mesures pour les nivellements sont clairement signalées sur l'ouvrage. Les coupes techniques des ouvrages et le profil géologique associé sont conservés.

CHAPITRE 8.3 - SUIVI, INTERPRÉTATION ET DIFFUSION DES RÉSULTATS

ARTICLE 8.3.1. ACTIONS CORRECTIVES

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application du chapitre 8.2, concernant son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

ARTICLE 8.3.2. ANALYSE ET CONSERVATION DES RÉSULTATS DE SURVEILLANCE

Les résultats des mesures réalisées en application du chapitre 8 sont analysés par l'exploitant et adressés à l'inspection des installations classées dans les 3 mois suivant leur réception, sauf en cas d'écart notable qui sera signalé sans délais à l'inspection. Ils sont conservés pendant toute la durée du chantier.

Le bilan de la surveillance réalisée sur le vecteur « Air » est également adressé à l'ARS, unité territoriale de Saone-et-Loire

CHAPITRE 8.4 - BILANS PÉRIODIQUES DE CHANTIER

ARTICLE 8.4.1. SUIVI ANNUEL DE CHANTIER – PLAN

Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à sa superficie doit être établi à l'issue des phases 2 et 4. Il fait apparaître notamment :

- les limites du périmètre sur lequel porte le chantier, ses abords dans un rayon de 50 mètres, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage,
- les surfaces défrichées, décapées, en chantier, en cours de remise en état et remises en état,
- l'emprise des infrastructures (voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...) et des stocks de matériaux,
- les éventuels piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes au site,
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,
- les zones de stockages des terres décapées,

- la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

Un exemplaire de ce plan et ses annexes sont conservés avec les documents listés à l'article 2.11 et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

TITRE 9 – MESURES RELATIVES A LA PROTECTION DES ESPÈCES PROTÉGÉES

CHAPITRE 9.1 - MESURES D'ÉVITEMENT, DE RÉDUCTION ET DE SUIVIS, MESURES EN FAVEUR DE LA BIODIVERSITÉ

L'absence de nécessité d'une dérogation telle qu'énoncée dans les considérants du présent arrêté est subordonnée au respect des mesures en faveur de la biodiversité prévue dans le dossier et des conditions suivantes :

ARTICLE 9.1.1. MESURES D'ÉVITEMENT

ME1 – E2.1a – Évitement des populations connues d'espèces protégées ou à forts enjeux et/ou leurs habitats.

Mise en défens conformément à l'article 2.3.5

ME2 – E3.2a – Gestion écologique des habitats dans la zone d'emprise du projet

L'utilisation de tout produit phytosanitaire est interdite.

ARTICLE 9.1.2. MESURES DE RÉDUCTION

MR1 – R2.1d – Dispositif préventif de lutte contre les pollutions et gestion des eaux pluviales et de chantier

Toutes les mesures nécessaires afin d'éviter tout départ de MES et d'éviter tout impact sur les zones humides et cours d'eau sont mises en place. Ces mesures comprennent à minima :

- le suivi régulier et le remplacement des filtres à paille en période de pluie ;
- le remplacement du type de filtration, en cas d'inefficacité des filtres à paille, par des dispositifs plus adaptés comme les filtres à cailloux ;
- le suivi et l'entretien des fossés et bassins afin de conserver leur capacité de stockage, de permettre les écoulements et d'éviter le colmatage des parties busées ;
- la végétalisation des fossés et bassins.

MR2 – R2.1f – Dispositif de lutte contre les espèces exotiques envahissantes

MR3 - R2.1i Mise en place de clôture spécifique anti-pénétration par les amphibiens dans les emprises

Une clôture à amphibiens sera installée afin d'éviter la divagation des amphibiens sur la zone des travaux. Un écologue sera chargé de la mise en place de ces barrières et l'évolution de leurs implantations en fonction de l'avancement des travaux.

MR4 - R3.1a – Adaptation des périodes de travaux à la sensibilité des espèces

Les travaux de déboisements, arrachage d'arbres et arbustes et décapage seront réalisés entre le 1^{er} septembre et le 31 octobre.

Si l'abattage concerne des arbres, il convient qu'un écologue soit missionné pour détecter d'éventuels arbres à gîtes. Si des arbres à gîtes sont présents, leur coupe pourra intervenir entre le 1/09 et le 31/10 aux conditions suivantes :

- tout gîte potentiel (cavité, trou, fente, écorce décollée) doit être localisé pour éviter de couper à son niveau,
- la découpe doit éviter les parties pouvant constituer des gîtes potentiels et l'entrée des cavités doit être protégée en coupant au-dessus et en-dessous de la cavité, à au moins 50 cm,
- le tronçon coupé doit être déposé, par cablage, en douceur sur le sol. La coupe de l'arbre ainsi posée doit être orientée pour que l'ouverture du gîte soit dirigée vers le ciel,
- l'écologue doit procéder à une inspection des gîtes pour vérifier la présence ou non d'individus (oiseaux ou chiroptères). En cas de découverte d'individus de chauves-souris n'ayant pas fui 48 heures après la dépose du tronçon supportant le gîte, un expert chiroptérologue doit être contacté afin de déterminer les modalités de sauvetage des spécimens.

ARTICLE 9.1.3. Mesures de remise en état

M1- Recolonisation du milieu

Le réaménagement prévoit la mise en place d'une couche de stériles sur la plate-forme des installations dans le but de recréer l'aspect des zones décapées. La couche de stériles sera recouverte de terre végétale de 0,1 à 0,2 m en vue d'une végétalisation.

La végétalisation du site se fera au moyen d'espèces issues du label végétal local ou assimilé.

M2 – Plantation d'arbres et arbustes en périphérie du stockage

Les arbres et arbustes plantés devront être issus du label végétal local ou assimilés.

ARTICLE 9.1.4. MESURES DE SUIVI

Les travaux font l'objet d'un suivi environnemental par un écologue afin de s'assurer de la bonne mise en œuvre des mesures d'évitement et de réduction. Ce suivi comporte a minima :

- un suivi de la propreté du chantier et de la bonne gestion des déchets,
- un suivi de l'ensemble des mesures d'évitement, de réduction et de remise en état,
- un suivi de la remise en état du site sur les espaces réaménagés en fin de travaux et un suivi en post-chantier dans l'année suivant la fin de la remise en état,

Les méthodes utilisées pour effectuer les suivis mentionnés supra sont celles utilisées dans le dossier de porter à connaissance pour constituer l'état initial ou tout autre méthode dont l'équivalence est justifiée. La fréquence des contrôles de l'écologue est adaptée au phasage des travaux et aux périodes de sensibilité écologique.

Ces suivis font l'objet de comptes-rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les comptes-rendus comprennent a minima, les éléments suivants, lesquels sont fournis au format tableur informatique :

- le nom de l'opérateur ;
- les dates d'intervention ;
- le nom latin des espèces protégées inventoriées,
- le lieu (coordonnées GPS, si possible en Lambert 93 ou préciser la projection).

Article 9.1.4.1. Mesures afin de s'assurer de la bonne restauration de la zone humide

Ce suivi vise à vérifier la fonctionnalité de la remise en état notamment de la zone humide et à apporter si nécessaire des mesures correctives.

A la fin du chantier, la zone de chantier et de l'ensemble de la zone humide est remise en état en garantissant un fonctionnement hydraulique non altéré. Les canalisations abandonnées sont supprimées ou condamnées de façon à ce que les eaux ne soient pas drainées par celles-ci.

Le pétitionnaire contrôle la bonne restauration de la zone humide au moyen d'un relevé floristique, en période favorable et 1 an après la fin des travaux sur l'ensemble de la zone humide identifiée initialement. Le rapport de ce contrôle est transmis aux services de contrôle de la DREAL Bourgogne-Franche-Comté et au service police de l'eau de la direction départementale des territoires de Saône-et-Loire. Ce rapport doit inclure les résultats de l'identification initiale et ceux du contrôle post-travaux.

ARTICLE 9.1.5. ESPÈCES EXOTIQUES ENVAHISSANTES

L'exploitant prend toutes les précautions nécessaires au regard des espèces exotiques envahissantes (EEE) en conformité avec le règlement (UE) du Parlement Européen et du conseil n°1143/2014 du 22 octobre 2014 relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes et les règlements d'exécution de la commission n°2016/1141 du 13 juillet 2016 et n°2017/1263 du 12 juillet 2017 adoptant une liste des EEE préoccupantes pour l'Union conformément au règlement n°1143/2014. Aucun individu d'EEE ne doit être importé sur le site. Les engins, notamment, sont sains et vérifiés en ce sens (nettoyage préalable et évacuation des éventuelles EEE en vue de leur destruction).

En cas de découverte d'EEE toutes les précautions sont prises pour ne pas propager ces espèces et toutes les mesures sont prises pour détruire ces espèces dans les règles de l'art. Un appui du Conservatoire Botanique National peut être recherché pour ce faire.

L'exploitant recherche régulièrement (au moins une fois par an, en période favorable à leur détection), les espèces exotiques envahissantes. Un arrachage manuel des spécimens est réalisé le cas échéant et toutes les précautions sont prises pour éviter leur dissémination.

TITRE 10 - EXÉCUTION DE L'ARRÊTÉ

ARTICLE 10.1.1. ADAPTATION DES PRESCRIPTIONS

L'administration se réserve la faculté de fixer ultérieurement des prescriptions complémentaires que le fonctionnement ou la transformation de cette installation rendrait nécessaire pour la protection de l'environnement et ce, sans que le titulaire puisse prétendre de ce chef à une indemnité ou à un dédommagement quelconque.

ARTICLE 10.1.2. PUBLICATION

Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant par voie administrative.

En vue de l'information des tiers :

- une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale est déposée à la mairie de la commune de Issy-l'Evêque et peut y être consulté ;
- un extrait dudit arrêté, énumérant les prescriptions, est affiché à la mairie de Issy-l'Evêque pendant une durée minimum d'un mois, procès verbal de l'accomplissement de cette formalité sera adressé à la préfecture ;
- l'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R.181-38 du code de l'environnement ;
- l'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

ARTICLE 10.1.3. DIFFUSION

La secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire, le sous-préfet de Charolles, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté et le maire de Issy-l'Evêque sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Copie dudit arrêté sera également adressée :

- au responsable de l'unité interdépartementale 39/71 de la DREAL Bourgogne-Franche-Comté – Mâcon,
- au directeur départemental des territoires,
- au directeur de l'agence régionale de santé,

- au directeur régional de l'office français de la biodiversité,
- au directeur départemental des services d'incendie et de secours,
- au directeur du service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de protection civile,
- au maire de Issy-l'Evêque,
- au pétitionnaire.

Mâcon, le

4 SEP. 2023

Le préfet

Pour le préfet,
la secrétaire générale de la
préfecture de Saône-et-Loire

Agnès CHAVANON

DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément aux articles L.181-17 et R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il ne peut être déféré qu'au tribunal Administratif de Dijon (22 rue d'Assas – BP 61616 DIJON CEDEX) :

1. Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié,
2. Par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la dernière formalité suivante accomplie :
 - a. l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 du Code de l'Environnement,
 - b. la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

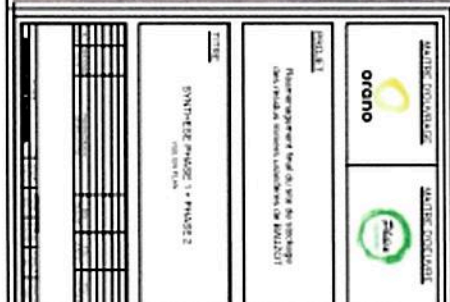
Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de Saône-et-Loire (196 rue de Strasbourg- 71021 MACON CEDEX 9) ou hiérarchique dans le délai de deux mois à compter de sa notification, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

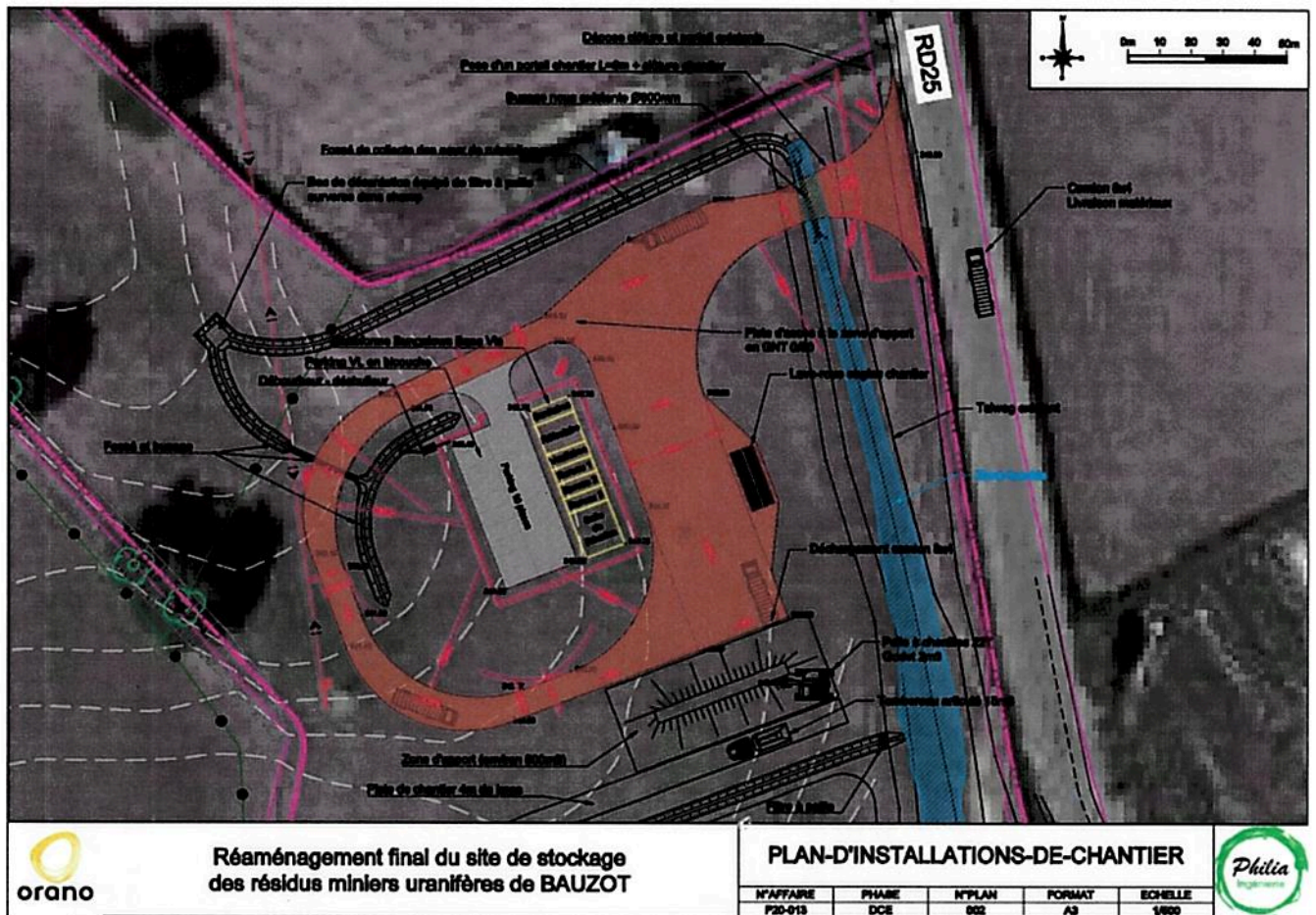
Le recours gracieux ou le recours hiérarchique interrompt le délai de recours contentieux. En l'absence de réponse de l'administration à l'un de ces recours dans le délai de deux mois ou si l'un d'eux est explicitement rejeté, vous disposez d'un délai de deux mois pour saisir le juge administratif comme indiqué ci-dessus.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application « télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

An aerial photograph of a golf course site with various colored overlays. A large green area in the center represents the fairway and green. To its right is a blue area, possibly a water hazard or pond. A yellow area at the bottom right is labeled 'Clubhouse'. A red area at the bottom left is labeled 'Garage'. A black area at the bottom center is labeled 'Tee Box'. The map also shows numerous contour lines and a network of roads or paths.

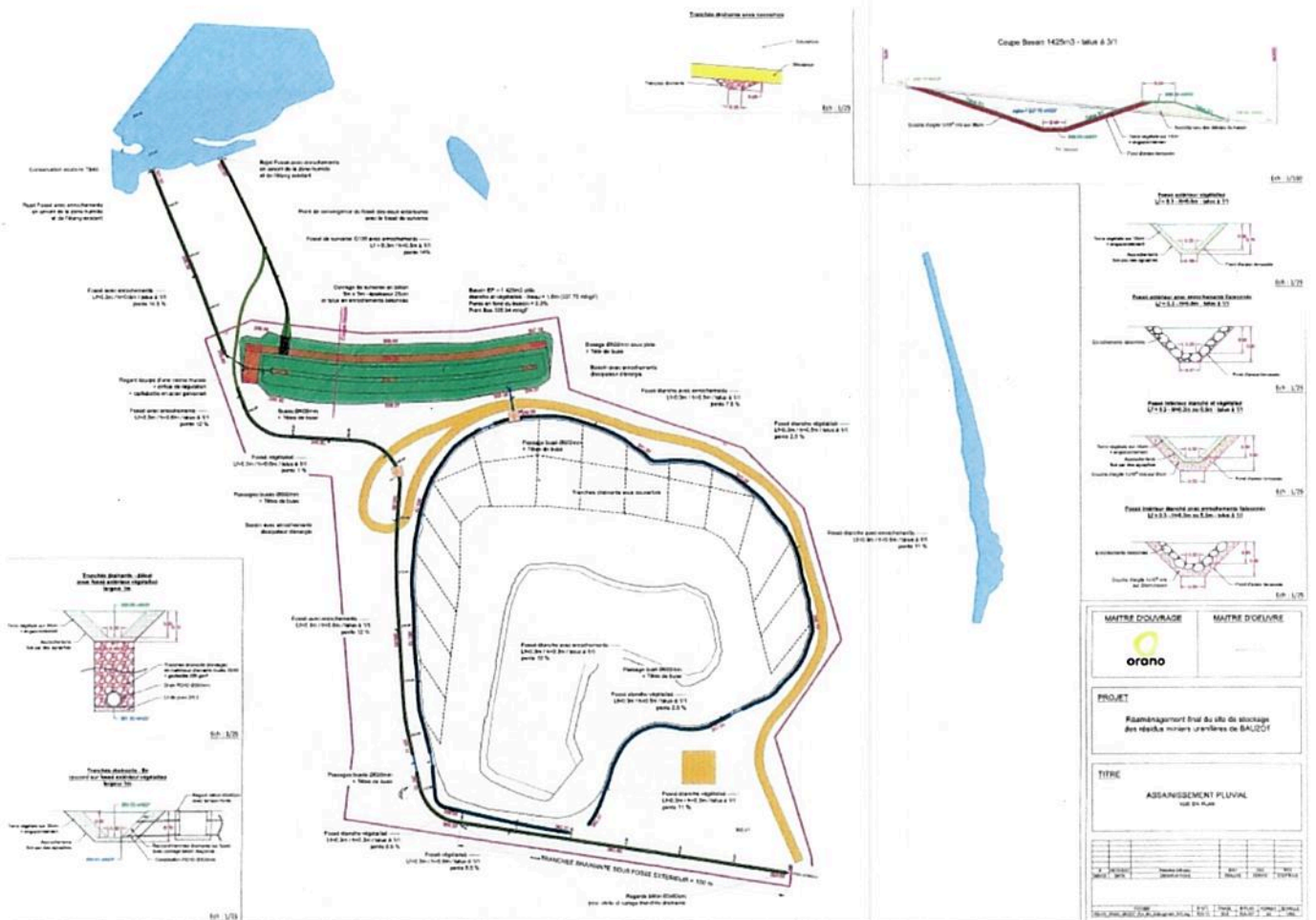


Annexe 2 : Plan des installations de chantier

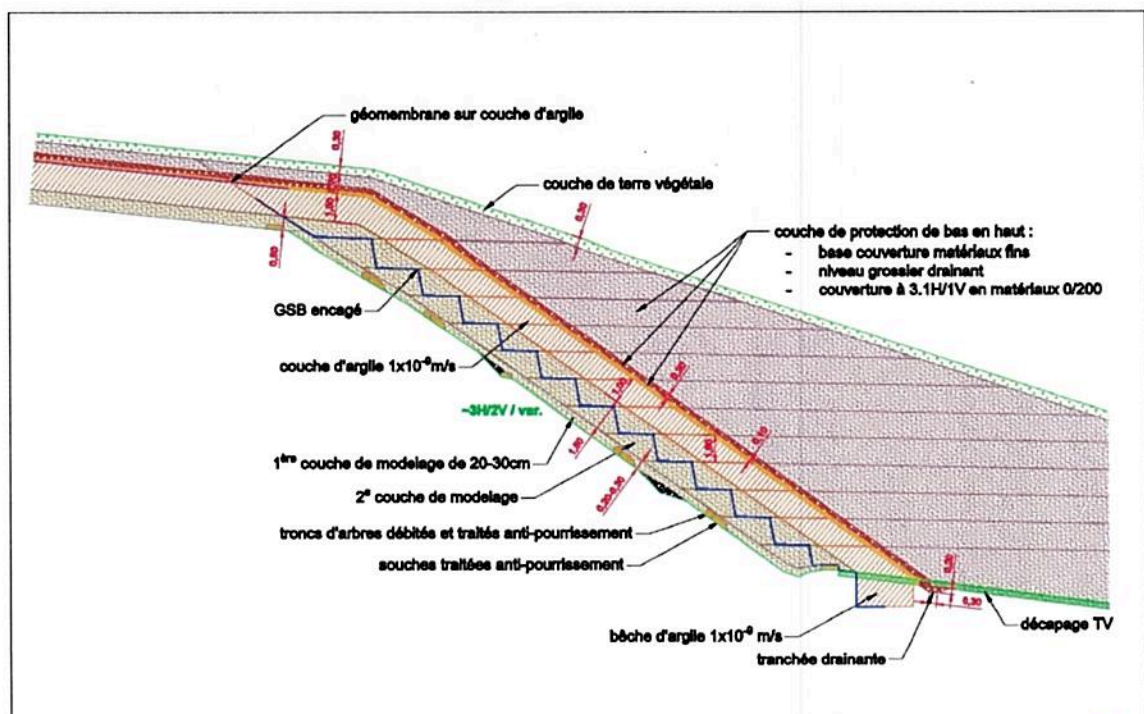


Annexe 3 : Plans du réaménagement final (plan et coupes)

Etat final



Coupe des talus

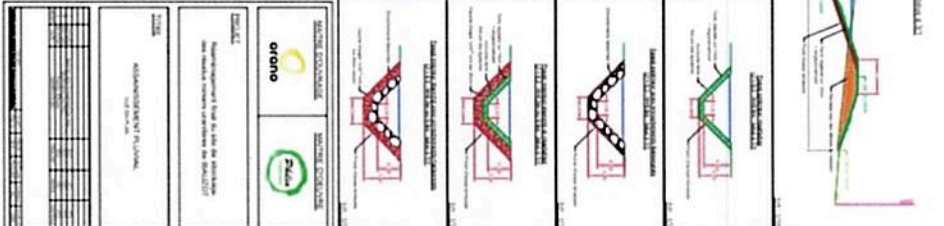


Annexe 4 : Plans des réseaux

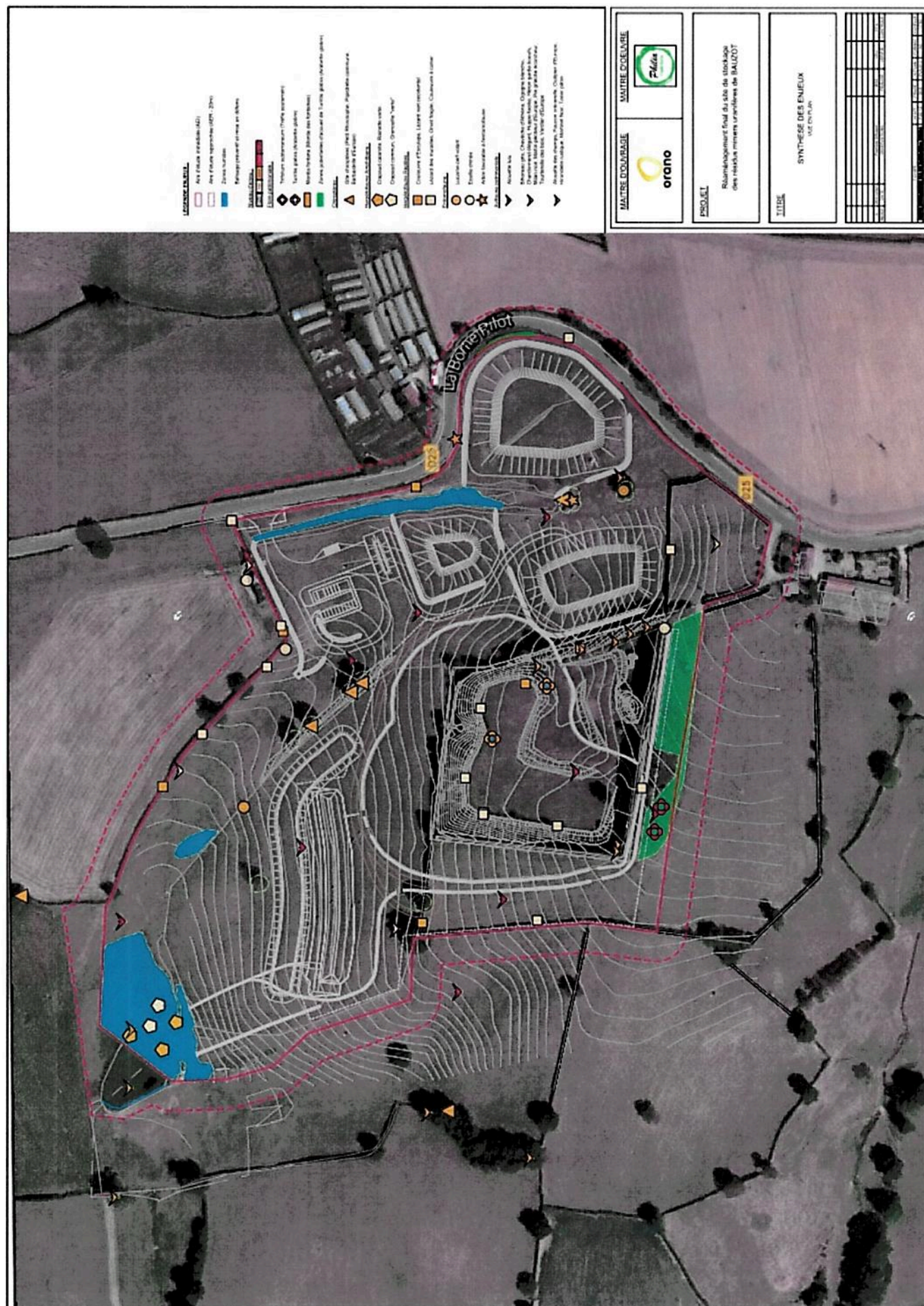
Zone d'approvisionnement



Zone du stockage

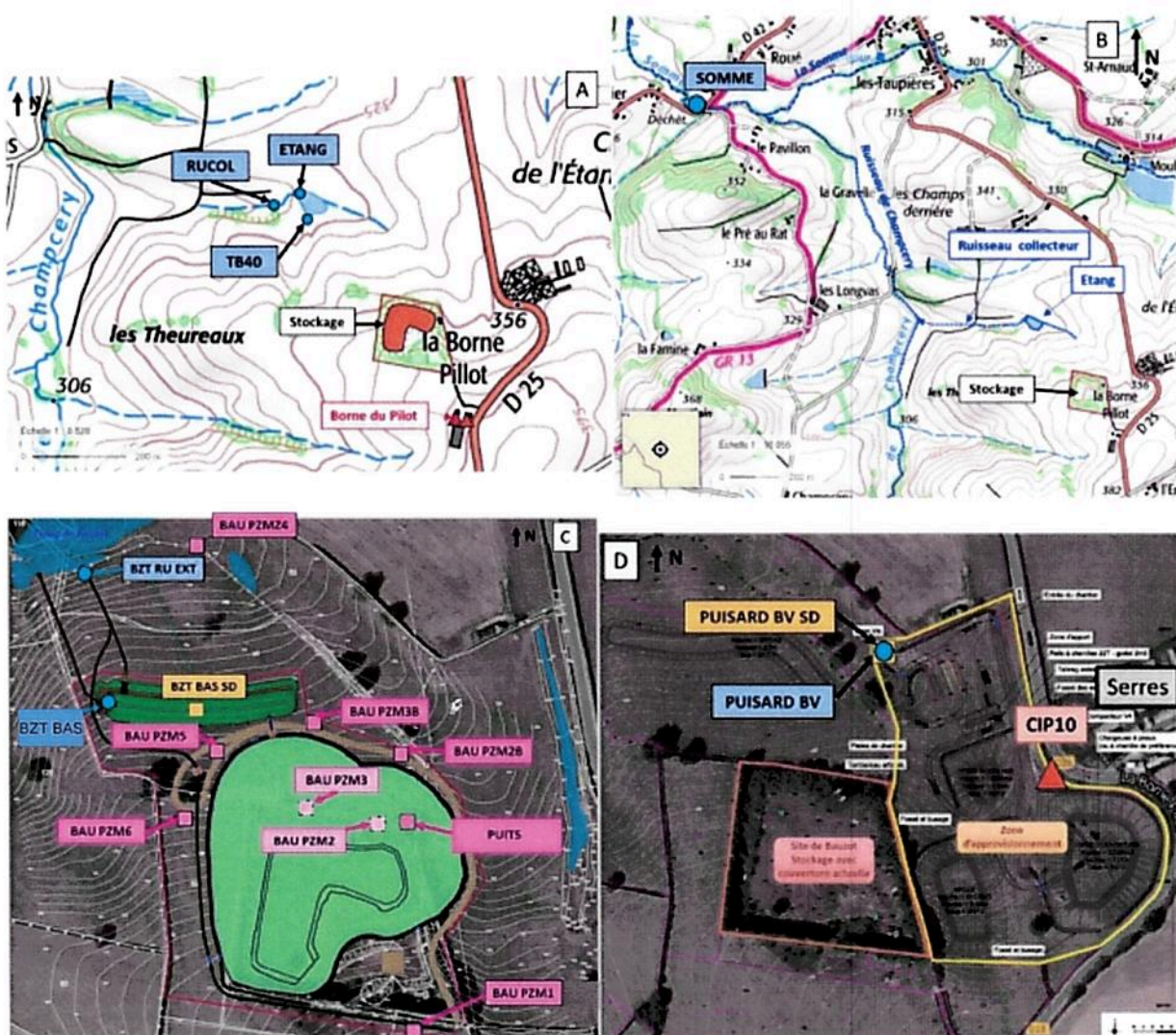


Annexe 5 : Plan des enjeux écologiques



ANNEXE 6 – PROGRAMME DE SURVEILLANCE ENVIRONNEMENTALE

Localisation des points de contrôles



Légende:

- Point de surveillance des eaux de de surface
- Point de surveillance des eaux souterraines
- Point de surveillance des sédiments
- ▲ Concentration en poussières thoraciques (CIP10)
- ▲ Mesures EAPv radon 220, 222 et EAVL

Fréquence des analyses réalisées pendant les phases 1 et 2 des travaux de réaménagement

Eaux de surface

Points de prélèvement		U dissous, ²²⁶ Ra dissous	Autres paramètres	²²⁶ Ra particulaire	²²⁸ Th total	Hydrocarbures totaux		
TB 40	Travers-banc TB40 (eaux d'exhaure minière)	Mensuelle	pH mensuelle	Annuelle	Semestrielle	/		
RUCOL	Ruisseau collecteur					Mensuelle		
ETANG	Etang de Bauzot	Trimestrielle	pH trimestrielle			/	/	Mensuelle
SOMME	Rivière La Somme					/	/	Mensuelle
PUISARD BV	Puisard Base- vie	Mensuelle	pH, MES, HCT conductivité mensuelle	/	/	Mensuelle		

Eaux souterraines

Points de prélèvement		Niveau d'eau	U dissous, ²²⁶ Ra dissous, ²²⁸ Th total	Autres paramètres	Hydrocarbures totaux
PUITS	Puits localisé au NE du stockage	Trimestrielle	/	/	/
BAU PZM1	Piézomètre en amont du stockage		Trimestrielle	pH, conductivité trimestrielle	/
BAU PZM2	Piézomètres en aval du stockage				Trimestrielle
BAU PZM3					
BAU PZM4					

Fréquence des analyses réalisées pendant les phases 3 et 4 des travaux de réaménagement

Eaux de surface

Points de prélèvement		U dissous, ²²⁶ Ra dissous	Autres paramètres	²²⁶ Ra particulaire	²²⁸ Th total	Hydrocarbures totaux
TB 40	Travers-banc TB 40 (eaux d'exhaure minière)	Mensuelle	pH, mensuelle	Annuelle	Semestrielle	/
RUCOL	Ruisseau collecteur					Mensuelle
ETANG	Etang de Bauzot	Trimestrielle	pH trimestrielle			/
SOMME	Rivière La Somme					/
PUISARD BV	Puisard Base- vie	Mensuelle	pH, MES, conductivité mensuelle	/	/	Mensuelle
BZT RU EXT	Eaux de ruissellement circuit extérieur avant rejet dans l'étang de Bauzot	Mensuelle	PH, MES, conductivité mensuelle	/	/	Bimensuelle
BZT BAS	Bassin de collecte des eaux intérieures, uniquement lorsqu'il y aura écoulement	Mensuelle	PH, MES, conductivité mensuelle	/	/	Bimensuelle

Sédiments

Points de prélèvement		²³⁸ U total, ²²⁶ Ra total	²¹⁰ Pb	²²⁶ Ra particulaire	²²⁸ Th total	Hydrocarbures totaux
PUISARD BV SD	Sédiments Puisard Base- vie	Ponctuel, en fin de travaux de réaménagement				
BZT BAS SD	Sédiments du bassin de collecte des eaux intérieures	Ponctuel, en fin de travaux préalablement au curage du bassin				

Eaux souterraines

Points de prélèvement		Niveau d'eau	U dissous, ²²⁶ Ra dissous, ²²⁸ Th total	Autres paramètres	Hydrocarbures totaux
PUITS	Puits localisé au NE du stockage	Trimestrielle	/	/	/
BAU PZM1	Piézomètre en amont du stockage		Trimestrielle	pH, conductivité trimestrielle	/
BAU PZM2B	Piézomètres en aval du stockage (en remplacement de BAU PZM2)				Trimestrielle
BAU PZM3B	Piézomètres en aval du stockage (en remplacement de BAU PZM3)				
BAU PZM4	Piézomètres en aval du stockage				/
BAU PZM5	Piézomètres en aval du stockage				Trimestrielle
BAU PZM6	Piézomètres en aval du stockage				

Surveillance réalisée sur le vecteur air pendant les travaux de réaménagement (phases 1 à 4)

Stations	Localisation	Mesures et analyses	Fréquence
Comaille	Ferme de la Comaille (commune d'Issy l'Evêque) – Référence milieu naturel	EAP ²²⁰ Rn EAP ²²² Rn EAVL (poussières)	Mensuelle
Borne Pilot	Ferme de la Borne Pilot (habitation localisée à proximité immédiate du site)	EAP ²²⁰ Rn EAP ²²² Rn EAVL (poussières)	Mensuelle
		Activité volumique des poussières en suspension (fraction thoracique)*	Hebdomadaire
Zone d'approvisionnement		Activité volumique des poussières en suspension (fraction thoracique)*	Hebdomadaire

**Les mesures d'empoussièrement (exprimées en concentrations en poussières thoraciques) seront réalisées à l'aide d'un appareil de type CIP10 équipé d'une tête de mesure avec sélecteur de la fraction thoracique respirable des poussières, positionné sur trépied fixe à 1,50 m du sol.*